

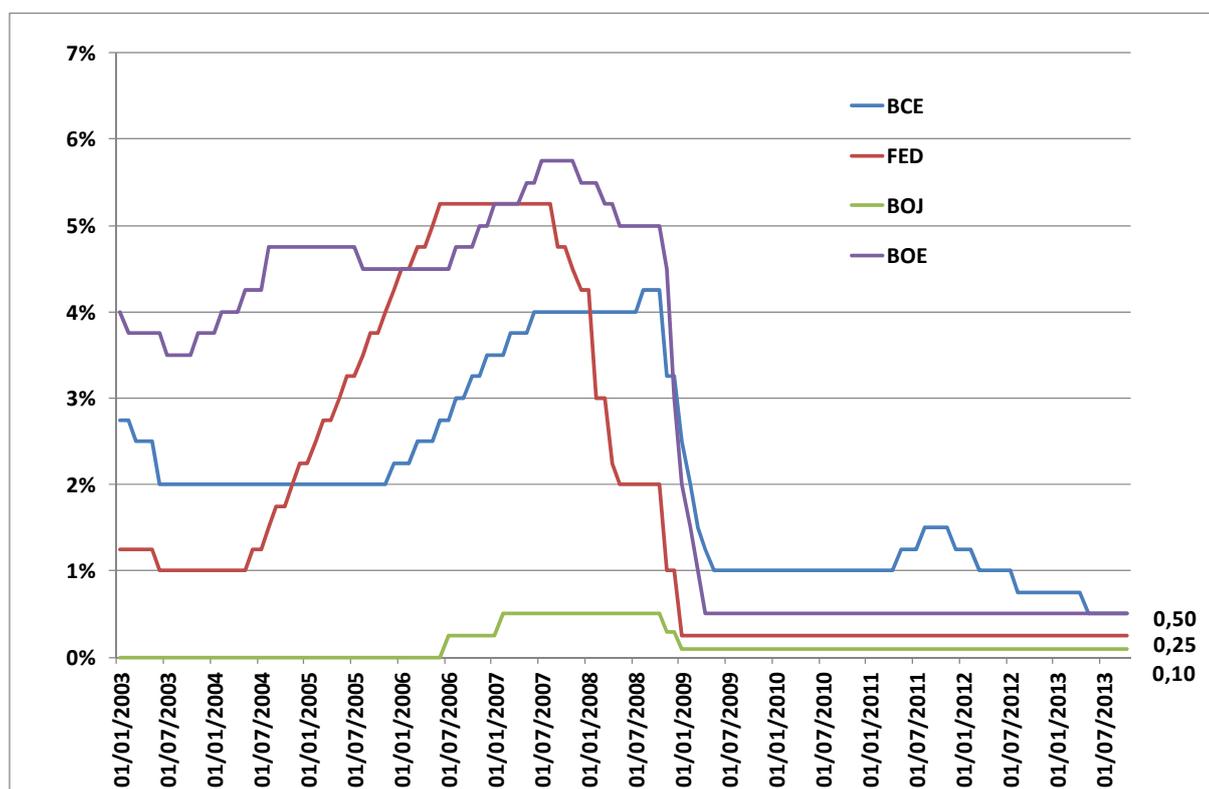
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

Politique monétaire stable de la BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 2 octobre, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse, que « Les tensions sous-jacentes sur les prix devraient rester modérées à moyen terme dans la zone euro. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires et, en particulier, celles du crédit demeurent atones (...). Dans le même temps, la croissance du PIB en volume a été positive au deuxième trimestre, après six trimestres de contraction, et les indicateurs de confiance disponibles jusqu'en septembre confirment l'amélioration progressive attendue de l'activité économique, en partant de bas niveaux. La politique monétaire vise toujours à conserver une orientation accommodante dans la mesure justifiée par les perspectives de stabilité des prix et à promouvoir des conditions stables sur le marché monétaire. Elle apporte ainsi son soutien à une reprise progressive de l'activité économique. À l'avenir, l'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire, conformément aux indications fournies en juillet sur la trajectoire future des taux d'intérêt directeurs. Le Conseil des gouverneurs confirme qu'il prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation continue de se fonder sur le maintien, à moyen terme, de perspectives inchangées d'une inflation globalement modérée, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie de la dynamique monétaire. »

Taux directeur des principales banques centrales.



Chômage

Baisse du nombre de demandeurs d'emploi au mois d'août en France métropolitaine

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 235 700 à fin août. Ce nombre est en baisse par rapport à juillet 2013 (-1,5 % soit -50 000). Sur un an, la progression du nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 7,3 %.

Taux de chômage stable en ZE17

Dans la zone euro (ZE17), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières ressort à 12 % en août, stable par rapport à juillet. Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 10,9 %, stable également par rapport au taux relevé en juillet. Dans les deux zones, les taux ont augmenté par rapport à août 2012, où ils se situaient respectivement à 11,5 % et 10,6 %. Selon les estimations d'Eurostat, 26,595 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en août 2013 dans l'UE28, dont 19,178 millions dans la zone euro. Par rapport à juillet 2013, le nombre de chômeurs est resté pratiquement stable tant dans l'UE28 que dans la zone euro. Comparé à août 2012, le chômage s'est accru de 882 000 personnes dans l'UE28 et de 895 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,2 %) ainsi qu'au Luxembourg (5,8 %), et les plus élevés en Grèce (27,9% en juin 2013) et en Espagne (26,2 %).

Inflation

Baisse des prix à la consommation en septembre en France métropolitaine

L'indice des prix à la consommation (IPC) se replie de 0,2 % en septembre 2013, après une hausse de 0,5 % en août 2013. Sur un an, le taux de croissance de l'IPC s'établit à 0,9 % en septembre 2013, comme au mois d'août 2013. Hors tabac, l'IPC diminue également de 0,2 % en septembre 2013 et croît de 0,7 % sur un an. La baisse de l'IPC en septembre résulte principalement des prix de certains services et, dans une moindre mesure, du repli des prix de l'alimentation, en particulier des produits frais. À l'inverse le prix de l'habillement-chaussures et d'autres produits manufacturés a progressé en septembre. Par ailleurs, les prix de l'énergie sont de nouveau en hausse, portés par le renchérissement des produits pétroliers.

La baisse du taux d'inflation en zone euro continue

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 1,1 % en septembre 2013, en baisse par rapport au mois d'août, où il était de 1,3 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en septembre (2,6 % contre 3,2 % en août), suivis des services (1,5% contre 1,4% en août), des biens industriels hors énergie (0,3 % contre 0,4 % en août) et de l'énergie (-0,9 % contre -0,3 % en août).

Asie/Pacifique

Japon : LE FMI insiste sur la nécessité de réformes structurelles

Dans son rapport économique mondial, le FMI, juge les réformes structurelles essentielles à la réussite du programme de relance économique communément appelé Abenomics. Le FMI souligne que cette politique « ambitieuse » se révèle très efficace dans une perspective de croissance à court terme. Il estime ainsi que, sur les 2 % de croissance prévus pour 2013, 1,3 % est imputable à cette politique. Le FMI souligne cependant l'importance pour l'économie japonaise de mener les réformes structurelles prévues par Shinzo Abe (réformes du droit du travail, recul de l'âge de la retraite, élévation du taux de travail des femmes...).

Chine : Progression record du PIB en rythme annuel

Selon les chiffres publiés le 19 octobre par le bureau national des statistiques, la croissance chinoise a atteint 7,8 % au troisième trimestre en rythme annuel, contre 7,5 % au deuxième trimestre et 7,7% au premier, ce qui semble confirmer un rebond de l'économie chinoise.

Actualité législative

Projet de loi sur la consommation

Ce projet de loi dit « loi Hamon » tel qu'adopté en première lecture par le Sénat le 13 septembre, prévoit notamment la possibilité pour des consommateurs d'engager, dans certains cas, des actions de groupe (inspirées des « class action » US). Afin de lutter contre le surendettement, il prévoit la création d'un registre national des crédits aux particuliers. Dans ce domaine, il est prévu une diminution de huit à sept ans de la durée maximale des plans de désendettement. Ce projet comporte également des mesures assurant la gratuité du service d'aide au changement d'établissement de crédit (« mobilité bancaire »).

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichLoiPreparation.do?idDocument=JORFDOLE000027383756&type=general>

Les nouveaux billets en FCFP dès le 20 janvier 2014

Dès le 20 janvier 2014, l'Institut d'Émission Outre-mer remplacera la gamme existante de billets. De nouvelles coupures en F CFP seront mises en circulation en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna.

Les billets de la gamme actuelle, qui remontent pour certains à plus de 40 ans, sont devenus obsolètes et ne répondent plus aux normes d'aujourd'hui, particulièrement en terme de sécurité.

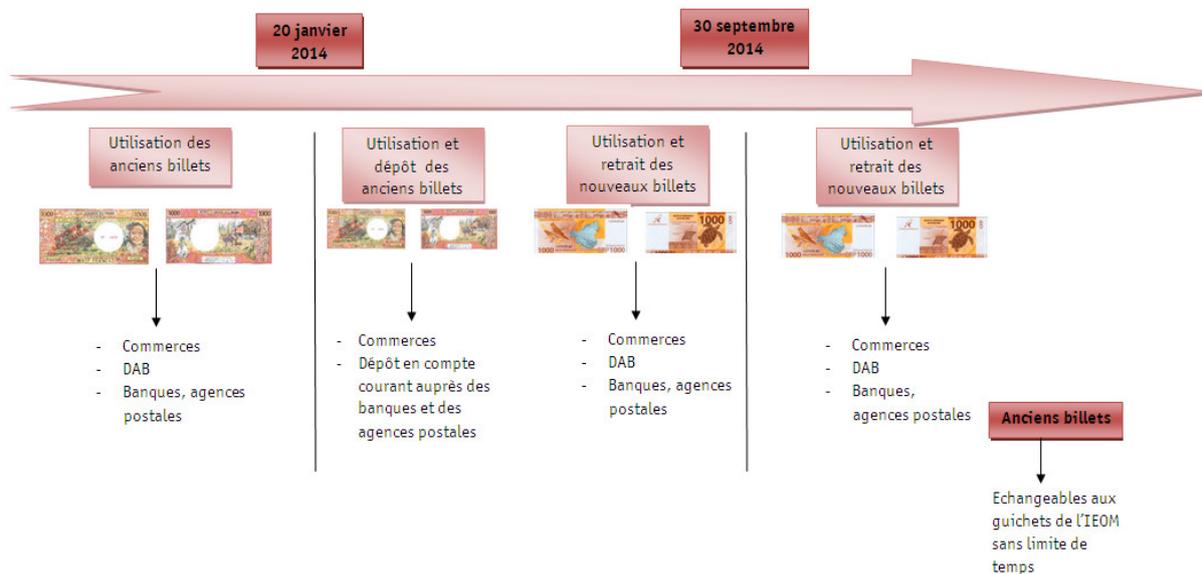
Les nouveaux billets sont plus compacts, ils mettent en valeur les patrimoines culturels et naturels des trois Collectivités. Ils utilisent les dernières techniques de sécurisation fiduciaire, conformes aux standards internationaux, et intègrent des signes de reconnaissance pour les malvoyants. Chaque coupure est facilement identifiable par son format, sa thématique et une couleur dominante.

Nouveaux billets FCFP	500 F	1 000 F	5 000 F	10 000F
Dominante couleur	Vert	Jaune-orange	Bleu	Rouge
Thématique	Flore	Faune	Faune aquatique	Architecture

Les anciens billets peuvent être utilisés librement chez les commerçants ou déposés en compte courant auprès de l'établissement bancaire ou de l'agence postale du déposant jusqu'au 30 septembre 2014. Au-delà, ils restent échangeables sans limitation de durée aux guichets des agences de l'IEOM :

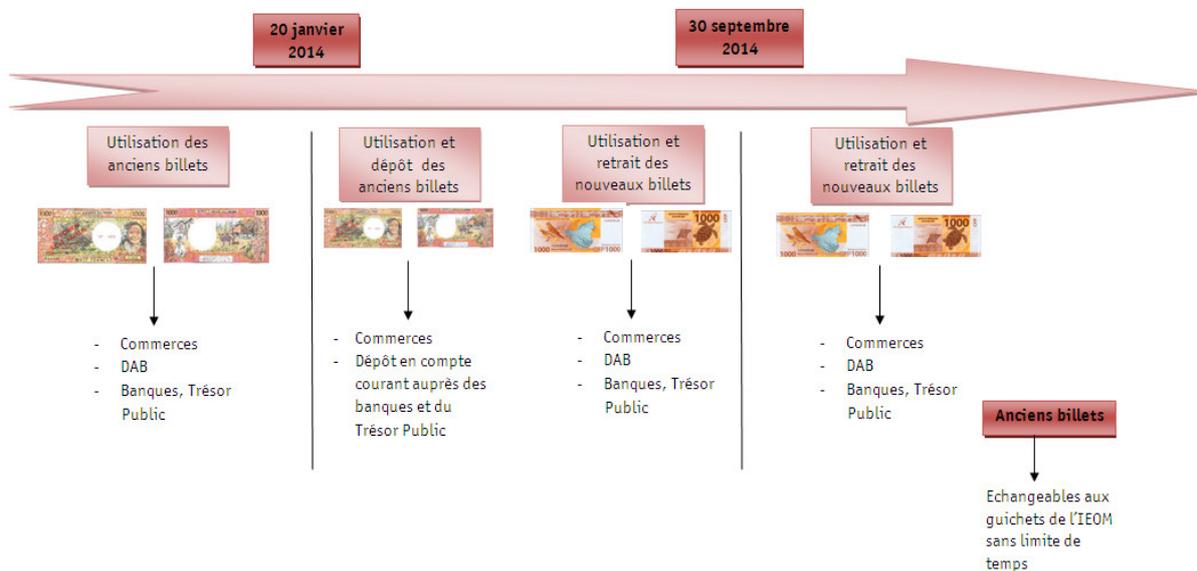
I

Nouveaux billets FCFP : le calendrier de l'opération en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française



II

Nouveaux billets FCFP : le calendrier de l'opération à Wallis-et-Futuna



Consultez notre site Internet pour plus d'informations

2 – Actualité régionale

Japon : LE FMI insiste sur la nécessité de réformes structurelles

Dans son rapport économique mondial, le FMI, juge les réformes structurelles essentielles à la réussite du programme de relance économique communément appelé Abenomics. Le FMI souligne que cette politique « ambitieuse » se révèle très efficace dans une perspective de croissance à court terme. Il estime ainsi que, sur les 2 % de croissance prévus pour 2013, 1,3 % est imputable à cette politique. Le FMI souligne cependant l'importance pour l'économie japonaise de mener les réformes structurelles prévues par Shinzo Abe (réformes du droit du travail, recul de l'âge de la retraite, élévation du taux de travail des femmes...).

Chine : Progression record du PIB en rythme annuel

Selon les chiffres publiés le 19 octobre par le bureau national des statistiques, la croissance chinoise a atteint 7,8 % au troisième trimestre en rythme annuel, contre 7,5 % au deuxième trimestre et 7,7 % au premier, ce qui semble confirmer un rebond de l'économie chinoise.

Australie : hausse du chômage

Dans un contexte de ralentissement des investissements dans le secteur minier, le taux de chômage continue de progresser en Australie, atteignant 5,8 % en septembre (+0,4 point depuis le début de l'année 2013).

Lors de sa réunion du 10 octobre, la banque centrale australienne (RBA) a décidé de laisser inchangé son taux directeur à 2,5 %, en raison de la modération de la croissance et de la stabilisation de l'inflation.

Nouvelle-Zélande : fermeté de la croissance

Le taux de croissance annuel atteint 2,5 % en juin 2013, après 2,7 % en mars. La croissance est portée par la consommation et l'activité dans le secteur de la construction, à Auckland en particulier. Les prévisions pour le troisième trimestre sont optimistes, avec une croissance annuelle attendue à 3 % environ.

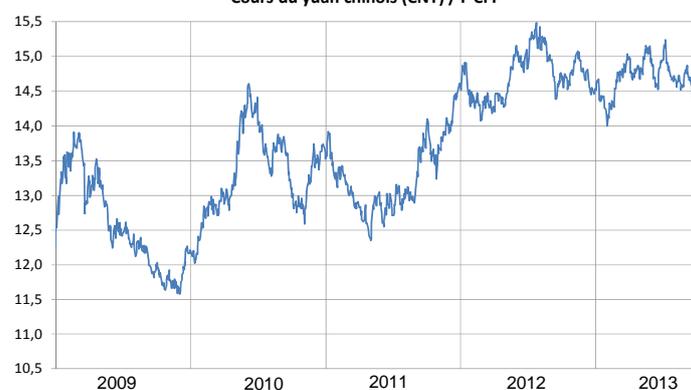
Le taux d'inflation reste faible (+0,7 % à fin juin), mais la banque centrale de Nouvelle-Zélande est attentive à la hausse des prix dans l'immobilier.

Dans ce contexte, la banque centrale de Nouvelle-Zélande a décidé le 12 septembre de maintenir son taux directeur inchangé, à 2,5 %.

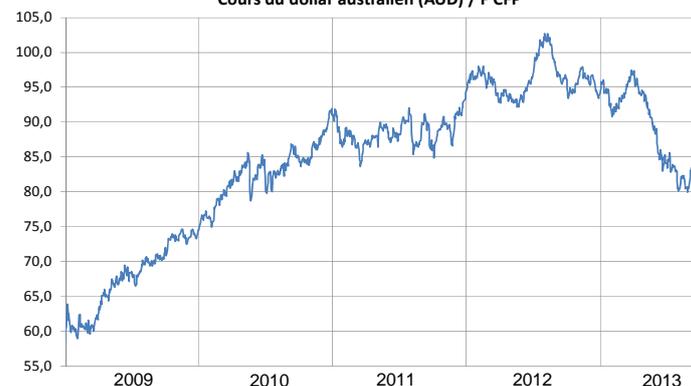
Cours du yen japonais (JPY) / F CFP



Cours du yuan chinois (CNY) / F CFP



Cours du dollar australien (AUD) / F CFP



Cours du dollar neo-zélandais (NZD) / F CFP



3 – Brèves économiques locales

Forum des Îles du Pacifique

La 44^{ème} édition du Forum des Îles du Pacifique (FIP) a réuni les représentants de quatorze Etats et territoires du Pacifique sur le thème du changement climatique aux Îles Marshall, le 3 septembre 2013. La Nouvelle-Calédonie a obtenu le soutien du Forum pour passer du statut de membre associé au statut de membre à part entière. Le FIP a par ailleurs souligné le rôle important des organisations subrégionales, notamment le Groupe Mélanésien Fer de Lance (GMFL), le Polynesian Leaders Group (PLG) et « Océania 21 », une initiative calédonienne qui traite chaque année du développement durable.

Mission d'une délégation de la Commission des Lois sur le Territoire

Une délégation de la Commission des Lois de l'Assemblée Nationale s'est rendue en Nouvelle-Calédonie du 2 au 6 septembre 2013 et a auditionné les acteurs politiques, économiques et sociaux du Territoire. Leur rapport a été présenté le 9 octobre à la Commission des Lois.

Préparation du Comité des signataires

La troisième visite officielle du Ministre des Outre-mer, Victorin Lurel, s'est déroulée du 27 au 30 septembre, en préparation du prochain Comité des signataires. Le Ministre a annoncé que le rapport d'expertise missionné par l'Etat valide l'option du charbon comme combustible de la future centrale électrique de la SLN à Doniambo.

La Chambre Territoriale des Comptes dans de nouveaux locaux

Le 30 septembre dernier, les nouveaux locaux de la Chambre Territoriale des Comptes (CTC) de Nouvelle-Calédonie ont été inaugurés en présence du Premier Président de la Cour des Comptes, Didier Migaud, et du Ministre de l'Outre-Mer. Le champ d'action de la CTC s'est élargi ces dernières années avec la mise en œuvre des transferts de compétences.

Protocole de fin de conflit sur la vie chère

Le deuxième comité de suivi du protocole de fin de conflit sur la vie chère s'est réuni le 12 septembre 2013. Sur quatorze chantiers retenus, quatre sont opérationnels : la baisse immédiate des prix sur 500 produits, le gel des prix sur la base des prix pratiqués jusqu'au 31 décembre 2014, l'instauration d'un observatoire des prix et des marges et enfin la prise en charge forfaitaire des coûts du fret, hors du Grand Nouméa.

La défiscalisation sur le logement est votée au Congrès

Le Congrès de Nouvelle-Calédonie a voté le 30 septembre un projet de loi sur la défiscalisation des investissements dans le logement intermédiaire. Cette loi permettra une exonération fiscale à hauteur de 30 % de la valeur du bien acheté. Elle s'adresse principalement aux ménages des classes moyennes qui désirent acheter un logement neuf ou faire construire pour se loger.

Augmentation du coût de l'investissement de KNS

Lors d'une présentation au London Metal Exchange (LME), le groupe suisse Glencore-Xstrata a annoncé un surcoût d'1 milliard de dollars pour le projet Koniambo Nickel SAS (KNS). Au final, l'investissement de KNS est estimé à 6,3 milliards de dollars US (environ 560 milliards de F CFP) dont 5,3 milliards destinés à la construction de l'usine. Enfin, en liaison avec le retard de la mise en service de la ligne 2 de l'usine, l'objectif de production pour l'année 2013 a été revu à la baisse, à 4 000 tonnes. Un premier chargement de 322 tonnes de ferronickels a quitté le port de Vavouto, le 20 septembre.

La pomme de terre touchée par le mildiou

Une délégation du gouvernement de Nouvelle-Calédonie, de la Chambre d'Agriculture et de la Province Sud s'est rendue chez les producteurs de pommes de terre touchés par le mildiou. Des mesures ont été prises pour venir en aide aux professionnels. Une surveillance sera mise en place sur les parcelles infectées et une réflexion a été lancée pour mettre en place des cultures de substitution (maïs, riz).

Une ferme solaire dans le Nord

Le gouvernement de Nouvelle-Calédonie a annoncé le 9 août 2013, le lancement d'un projet de panneaux photovoltaïque en partenariat avec la société Tïea Energie sur la commune de Pouembout, située en Province Nord.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		sept.-13	104,5	-0,4%	0,6%
Nombre de demandeurs d'emploi		août-13	6 012	-10,0%	-2,7%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	août-13	10 002	21,5%	1,6%
	cumulées	août-13	76 087	-	-7,3%
Importations	mensuelles	août-13	25 538	-0,4%	5,9%
	cumulées	août-13	192 232	-	-5,0%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		sept.-13	6,25	-3,5%	-20,0%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		sept.-13	558	-3,8%	-22,8%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	août-13	530	ns	8,9%
	cumulées	août-13	2 729	-	-1,9%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferro-nickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	août-13	6 179	6,1%	24,1%
	cumulées	août-13	43 850	-	4,3%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	juil.-13	10 803	45,8%	-5,9%
	cumulés	juil.-13	56 988	-	-5,0%
• Nuitées	mensuels	juil.-13	51 993	11,4%	-2,6%
	cumulés	juil.-13	340 452	-	-5,8%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		juil.-13	59%	+ 6,7 pts	+ 0,5 pt
• Croisiéristes (p)		juin-13	145 884	-	6,9%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	sept.-13	10 253	-1,9%	-1,0%
	cumulées	sept.-13	92 081	-	0,5%
• Index BT 21 (p)		août-13	101,67	0,0%	2,5%
• IRL (p)		août-13	119,51	0,1%	2,8%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	sept.-13	20	-48,7%	-25,9%
	cumulées	sept.-13	852	-	9,5%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	sept.-13	31	-39,2%	-13,9%
	cumulées	sept.-13	1 277	-	17,2%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	sept.-13	469	-2,1%	-0,8%
	cumulées	sept.-13	4 845	-	-14,6%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	août-11	août-12	août-13	var 12/11	var 13/12
Circulation fiduciaire	14 703	15 788	16 219	7,4%	2,7%
Dépôts à vue	226 343	245 692	254 610	8,5%	3,6%
Total M1	241 046	261 480	270 829	8,5%	3,6%
M2-M1	98 898	102 861	108 625	4,0%	5,6%
Total M3	522 433	562 658	608 346	7,7%	8,1%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	juin-11	juin-12	juin-13	var 12/11	var 13/12
Entreprises	409 560	435 712	454 464	6,4%	4,3%
Ménages	371 959	395 785	405 638	6,4%	2,5%
Collectivités locales	47 887	54 132	67 761	13,0%	25,2%
Autres agents de CCB non ventilés	14 332	14 771	16 483	3,1%	11,6%
Total encours sain	835 693	900 400	944 346	7,7%	4,9%
Créances douteuses brutes	17 467	19 741	21 350	13,0%	8,1%
Total encours brut	853 160	920 141	965 696	7,9%	5,0%

Interdits bancaires

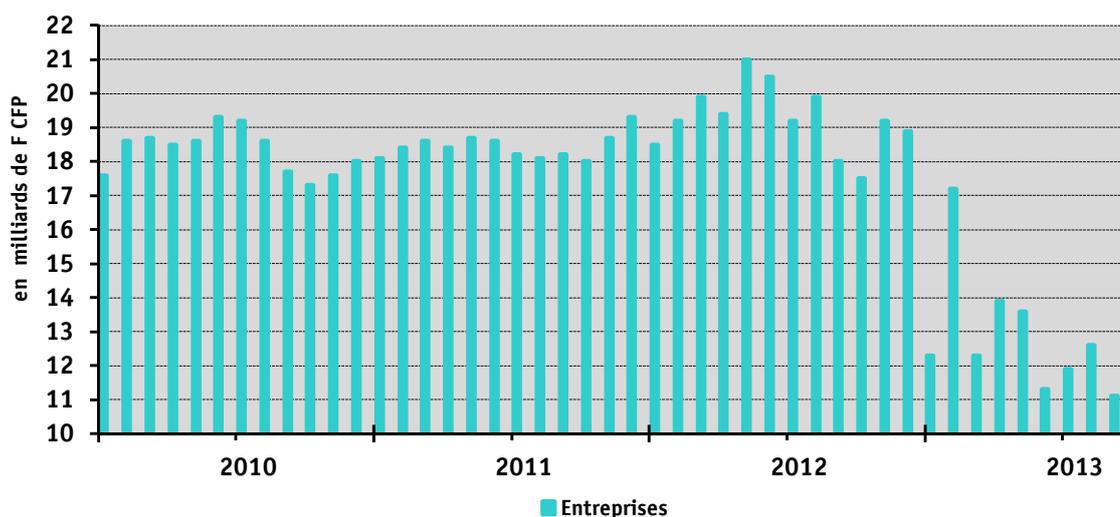
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock sept.-13	7 701	-0,7%	9,3%
	dont personnes physiques sept.-13	6 841	-0,7%	9,2%
	dont personnes morales sept.-13	860	-0,8%	10,7%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides sept.-13	15 196	-3,1%	0,8%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM sept.-13	4 532	-8,4%	-8,7%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises sept.-13	11,1	-12,1%	-38,5%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	Var.
Indice des prix à la consommation	sept	103,88	104,46	0,6%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	oct	54 650	57 144	4,6%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	oct	48 067	50 526	5,1%
créations d'entreprises	juin	2 713	2 680	-1,2%
cessations d'entreprises (p)	juin	1 741	1 504	-13,6%
liquidations judiciaires (nb)	juin	73	48	-34,2%
redressements judiciaires (nb)	juin	57	25	-56,1%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	sept	777	860	10,7%
ventes de ciment local (tonnes)	sept	91 540	91 388	-0,2%
importations de ciment (tonnes)	sept	50	693	ns
total ciment (tonnes)	sept	91 590	92 081	0,5%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	25 091	23 276	-7,2%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	sept	5 731	4 340	-24,3%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	sept	2 797	2 879	2,9%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	89 479	90 076	0,7%
dont secteur privé	juin	64 723	64 926	0,3%
dont secteur public	juin	24 756	25 150	1,6%
demandes d'emploi de fin de mois	août	6 177	6 012	-2,7%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	août	6 566	6 498	-1,0%
chômeurs indemnisés	août	1 861	2 035	9,3%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	sept	887,6	899,3	1,3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	sept	6 266	6 841	9,2%
décisions retraits cartes bancaires	sept	2 542	2 324	-8,6%
incidents paiements sur chèques	sept	26 581	27 916	5,0%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	sept	5 674	4 845	-14,6%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	sept	13 053	11 516	-11,8%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	25 949	24 856	-4,2%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	12 685	12 523	-1,3%
Echanges				
nombre de touristes	juil	60 003	56 988	-5,0%
nombre de croisiéristes	juin	136 484	145 884	6,9%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	juil	56,9%	54,9%	-2,0 pts
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	sept	8,03	6,98	-13,1%
cours du nickel au LME en \$/lb	sept	7,81	6,25	-20,0%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	août	2 781	2 729	-1,9%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	août	13 126	11 674	-11,1%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	août	42 031	43 850	4,3%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	août	62 702	54 948	-12,4%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	août	751	832	10,8%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	août	1 054	1 246	18,2%
exportations en valeur du nickel (métal-minerai) et des crevettes	août	76 882	67 868	-11,7%
part de ces produits dans le total des exportations	août	93,7%	89,2%	-4,5 pts
total des importations (M FCFP)	août	202 361	192 232	-5,0%
total des exportations (M FCFP)	août	82 055	76 087	-7,3%
taux de couverture	août	40,55%	39,58%	-1,0 pt
recettes douanières (M FCFP)	mai	19 816	19 148	-3,4%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	août	245 692	254 610	3,6%
M1	août	261 480	270 829	3,6%
M2	août	364 341	379 454	4,1%
Dépôts à termes	août	198 276	228 853	15,4%
M3	août	562 658	608 346	8,1%
P1	août	3 881	3 754	-3,3%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	5,36%	4,96%	-0,40 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,20%	4,37%	0,17 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,70 %	4,31 %	-0,39 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels >181 920 F CFP	juil	6,86 %	7,08 %	0,22 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	juin	920 141	965 696	5,0%
Ménaques				
dont crédits à la consommation	juin	395 785	405 638	2,5%
dont crédits à l'habitat	juin	72 136	73 760	2,3%
Entreprises				
dont crédits d'exploitation	juin	435 712	454 464	4,3%
dont crédits d'investissement	juin	83 247	84 951	2,0%
dont crédits à la construction	juin	230 640	238 235	3,3%
Collectivités locales				
dont d'investissement	juin	109 046	115 268	5,7%
dont d'investissement	juin	54 132	67 761	25,2%
dont d'investissement	juin	52 713	65 661	24,6%
Autres agents de CCB non ventilés				
créances douteuses brutes	juin	14 771	16 483	11,6%
taux de créances douteuses brutes	juin	19 741	21 350	8,1%
taux de créances douteuses brutes	juin	2,1%	2,2%	0,1 pt
ensemble des actifs financiers	juin	640 252	697 445	8,9%
Ménages	juin	350 776	364 728	4,0%
Sociétés	juin	197 036	218 792	11,0%
Autres agents	juin	92 440	113 925	23,2%
dont assurances-vie	juin	101 819	103 970	2,1%

(p) : provisoire (a) : actualisé

*2011/2012

Evolutions des principaux taux des crédits sur la place

Les conditions débitrices offertes par les établissements de crédit locaux sont orientées à la baisse sur le semestre, tout en restant supérieures à celles offertes par leurs confrères métropolitains. Cette situation traduit notamment le fait que le secteur bancaire calédonien est soumis à des conditions d'exploitation et de refinancement moins favorables qu'en métropole.

Nota Bene : l'Institut d'émission procède à des enquêtes périodiques destinées à apprécier le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers. Compte tenu de la taille parfois restreinte des échantillons analysés et des populations d'entreprises concernées, les résultats et les comparaisons de ces enquêtes doivent être interprétés avec prudence.

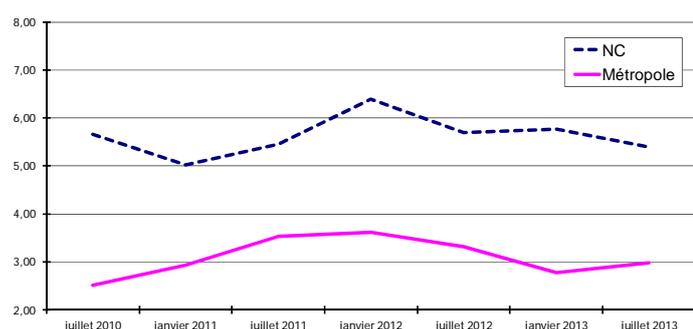
Le coût du crédit aux entreprises – juillet et août 2013

L'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises réalisée sur les mois de juillet et août 2013 fait globalement ressortir une baisse du taux moyen pondéré global (-0,23 point) sur le semestre. Dans le détail, le taux moyen des crédits à court terme se replie plus nettement que le taux moyen des crédits à moyen et long terme (-0,32 point contre -0,16 point). L'écart de taux avec la métropole se maintient à un niveau élevé pour les crédits à moyen et long terme (1,3 point contre 1,4 point pour l'enquête précédente).

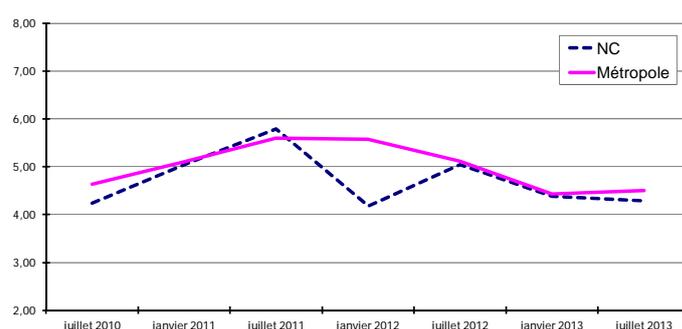
Evolution du coût du crédit aux entreprises

Taux pondérés constatés	Enquête de juillet / août 2011	Enquête de janvier / février 2012	Enquête de juillet / août 2012	Enquête de janvier/février 2013	Enquête de juillet / août 2013	Variations en points	
						sur douze mois	sur 6 mois
Escompte	5,45 %	6,39 %	5,69 %	5,76 %	5,40 %	- 0,29 pt	- 0,36 pt
Découvert	5,79 %	4,18 %	5,04 %	4,38 %	4,28 %	- 0,76 pt	- 0,10 pt
Autres court terme	4,78 %	5,20 %	4,68 %	5,15 %	ns	ns	ns
Ensemble court terme	5,46 %	5,49 %	5,36 %	5,28 %	4,96 %	- 0,40 pt	- 0,32 pt
Moyen et long terme	4,58 %	4,25 %	4,20 %	4,53 %	4,37 %	+ 0,17 pt	- 0,16 pt
TMP global	5,07 %	4,93 %	4,81 %	4,93 %	4,70 %	- 0,11 pt	- 0,23 pt
déclarations (nb)	2 004	1 510	1 919	1 372	1 383	-27,9%	0,8%

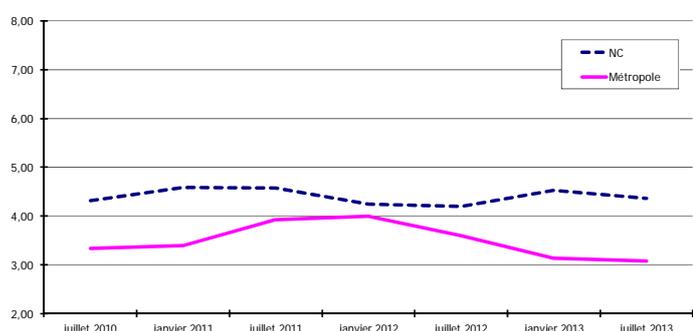
Escompte et Dailly



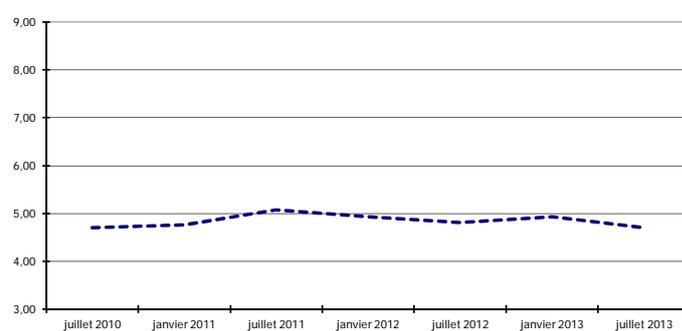
Découverts



Ensemble des crédits à moyen et long terme (TM LT)



Ensemble des crédits (TMPG)



Le coût du crédit aux particuliers – juillet et août 2013

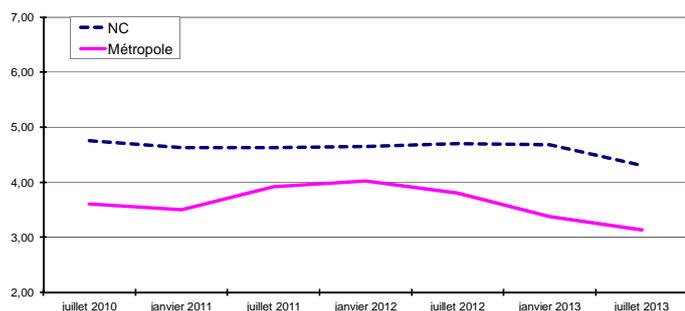
L'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux particuliers réalisée sur les mois de juillet et août 2013, fait ressortir une baisse du taux moyen pondéré global (-0,38 point) sur le semestre. Le taux des prêts immobiliers se replie (-0,37 point), parallèlement à la métropole (-0,24 point). L'écart avec la métropole atteint ainsi 1,18 point (contre 1,31 point pour l'enquête précédente). Le taux des découverts et ATVT s'infléchit sensiblement sur le semestre (-0,45 point).

Evolution du coût du crédit aux particuliers

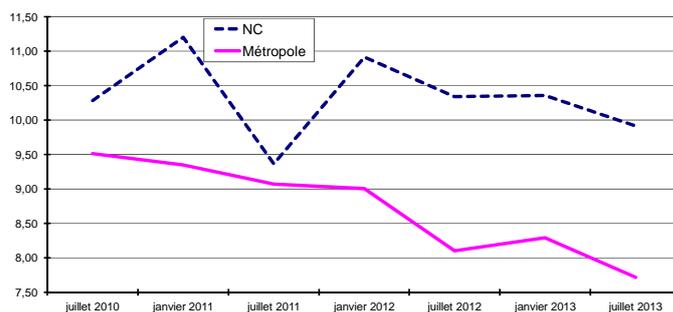
Taux pondérés constatés	Enquête de juillet/août 2011	Enquête de janvier /février 2012	Enquête de juillet/août 2012	Enquête de janvier /février 2013	Enquête de juillet/août 2013	Variations en points sur douze mois	sur 6 mois
Prêts immobiliers	4,63 %	4,64 %	4,70 %	4,68 %	4,31 %	- 0,39 pt	- 0,37 pt
Prêts personnels < 181920 F C F P	-	-	-	-	-	n.s.	n.s.
Découverts et ATVT	9,36 %	10,91 %	10,33 %	10,36 %	9,91 %	- 0,42 pt	- 0,45 pt
Prêts personnels > 181920 F C F P	6,06 %	6,79 %	6,86 %	7,65 %	7,08 %	+ 0,22 pt	- 0,57 pt
TMPG	5,61 %	6,00 %	5,98 %	6,20 %	5,82 %	- 0,16 pt	- 0,38 pt
déclarations (nb)	5 603	4 758	5 371	4 498	4 585	-14,6%	1,9%

* Achats et ventes à tempérament

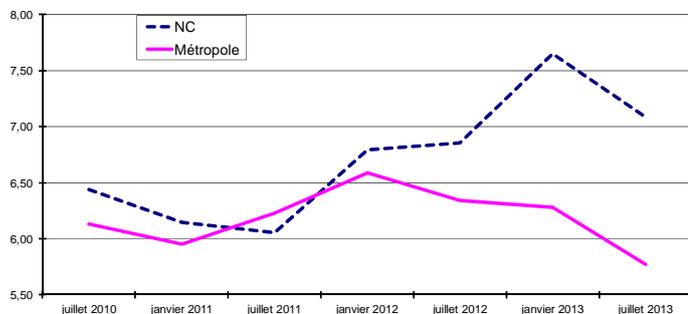
Prêts immobiliers



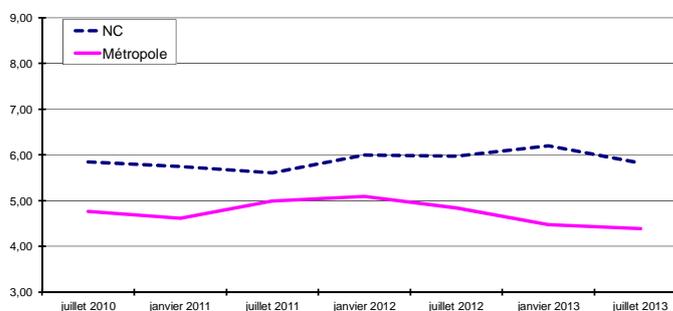
Découverts



Prêts personnels > 181 920 F C F P



Ensemble des crédits (TMPG)



2 – Actualité régionale

[Une nouvelle Constitution pour les îles Fidji](#)

Le Président des îles Fidji, Ratu Epeli Nailatikau, a promulgué le 6 septembre dernier une nouvelle Constitution pour l'archipel, la quatrième depuis son accession à l'indépendance en octobre 1970. Désormais, tout citoyen de l'archipel sera considéré comme fidjien, quelle que soit son appartenance ethnique. La Constitution reconnaît et assure la protection des droits fondamentaux (santé, éducation, transport, sécurité), ainsi que des droits sociaux et économiques. Le Parlement sera composé de 50 élus, renouvelables lors d'élections législatives tous les quatre ans avec un système de représentation proportionnelle. L'âge légal de vote est abaissé de 21 à 18 ans.

Depuis son indépendance, les îles Fidji ont essuyé quatre coups d'État, dont le dernier, qui remonte à décembre 2006, avait été commandité par le Premier ministre actuel, le Contre-amiral Franck Bainimarama.

[L'Union européenne participe à l'aide apportée aux îles du Pacifique face au changement climatique](#)

À l'occasion du Sommet annuel du Forum des îles du Pacifique (FIP) de septembre dernier, l'Union européenne (UE) a annoncé l'allocation d'une enveloppe de près de 2,4 milliards de francs CFP en soutien aux États du Pacifique dans leur lutte contre les impacts du changement climatique et pour l'amélioration de leur résilience face aux catastrophes naturelles.

Par ailleurs, l'Union européenne a débloqué environ 17,8 millions de francs CFP pour aider les îles Marshall, frappées depuis plusieurs mois par la sécheresse et une pénurie d'eau potable. Cette enveloppe entre dans le cadre du programme «ECHO», dédié à l'humanitaire.

[Fidji et Vanuatu signent un accord de coopération bilatérale](#)

Lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies qui s'est tenue en septembre à New York, les Premiers ministres des îles Fidji et du Vanuatu ont signé un accord de coopération visant à renforcer les relations entre les deux pays. S'exprimant lors de la cérémonie de signature, le Premier ministre fidjien M. Bainimarama a énoncé les aspirations et défis communs aux deux territoires en termes de développement, et leur volonté de travailler ensemble pour les atteindre. Le protocole d'entente englobe un large éventail de domaines, notamment les échanges commerciaux, la politique d'investissement, l'éducation, la mobilité du travail, l'immigration, le transport aérien et maritime, le changement climatique et la santé.

3 – Brèves locales

[Première réunion du Conseil territorial de l'Environnement et du Développement durable](#)

Le 18 juillet dernier, le Préfet et Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna, M. Michel AUBOUIN, a créé par arrêté n°2013-293 un Conseil territorial de l'Environnement et du Développement durable (CTEDD). Composé de l'ensemble des représentants de la population, de la chefferie et des institutions du Territoire, il se réunira chaque trimestre afin d'examiner et d'émettre un avis « sur tous les dossiers relatifs à la protection de l'environnement, au patrimoine naturel, aux énergies renouvelables, à la valorisation des déchets et au développement durable ». Lors de la première réunion du CTEDD, qui s'est tenue le 3 octobre dernier, le professeur Claude CHAUVET est intervenu en tant qu'expert en biologie marine pour présenter ses recherches d'évaluation des ressources du lagon de Wallis, qu'il mène depuis de nombreuses années, et pour informer le conseil sur le fonctionnement de la biodiversité marine dans la région. La problématique de la gestion des déchets, un sujet prioritaire au regard des enjeux de préservation de l'environnement du Territoire, a également été abordée lors de cette réunion.

[Retombées positives des Mini-Jeux du Pacifique](#)

Les 20 délégations présentes à l'occasion des Mini-Jeux ont permis à certains acteurs économiques locaux d'accroître sensiblement leur activité sur les deux premières semaines de septembre. Nombreux sont les artisans à révéler que, lors de cette quinzaine, leur chiffre d'affaires a plus que quadruplé. Le commerce de proximité a également profité du passage des délégations dans les différents villages pour accroître son volume de ventes. La capacité maximale d'accueil hôtelière a très rapidement été atteinte. Le secteur de la restauration, hors snacks proches des sites de compétition, n'a néanmoins pas pleinement bénéficié de l'évènement. Les Mini-Jeux du Pacifique auront permis au Territoire de se doter d'infrastructures de qualité telle que la salle omnisports de Kafika dont la construction a nécessité un budget de 535 millions de francs CFP.

Préparation de la campagne de communication de la nouvelle gamme de billets

Lundi 21 octobre sera lancée la première phase de la campagne de communication autour de la nouvelle gamme de billets en francs CFP. Elle a pour objet d'expliquer les raisons du changement de la gamme de billets et de présenter les modalités pratiques de sa mise en circulation, de façon à recueillir l'adhésion du public auquel cette opération est destinée. Dans cette optique, un représentant de la société néo-calédonienne « On En Parle » est intervenu sur le Territoire au début du mois, pour préparer et présenter aux différents acteurs locaux, la campagne de communication. Une première réunion d'information s'est tenue à Wallis le 1er octobre, dans les locaux de l'IEOM, en présence du Directeur de la banque locale, du Directeur des finances publiques, du Représentant des commerçants du Territoire, de la Responsable philatélique du Service des Postes et Télécommunications et d'un représentant de la Gendarmerie. Un déplacement à Futuna a également été organisé, le 4 octobre. Enfin, cette mission a permis, avec le concours de Wallis-et-Futuna Première, l'enregistrement de la dernière version des spots qui seront diffusés en radio et télévision à compter du 22 octobre.

Nouvelle aide financière d'urgence de l'Assemblée Territoriale suite aux dégâts engendrés par le cyclone Evan

Les ménages fragilisés suite au passage du cyclone Evan ont bénéficié d'une nouvelle aide d'urgence de 5 000 francs CFP par personne du foyer. D'un montant total de 20 millions de francs CFP, celle-ci a été distribuée par le Trésor Public pour le compte de l'Assemblée Territoriale sur différents sites à Wallis et par la régie du Centre des finances publiques à Futuna. Éligibles sur la base de critères sociaux préalablement définis, le nombre de foyers bénéficiaires s'élève à 471 à Wallis et à 295 à Futuna. Cette nouvelle enveloppe vient s'ajouter à une première aide de 15 millions de francs CFP déjà versée aux ménages en difficulté et à l'aide alimentaire dispensée par la Croix-Rouge française.

Publications

L'IEOM vient de publier une note expresse : le poids du secteur de BTP dans l'économie de Wallis-et-Futuna, septembre 2013. Celle-ci est téléchargeable sur notre site internet :

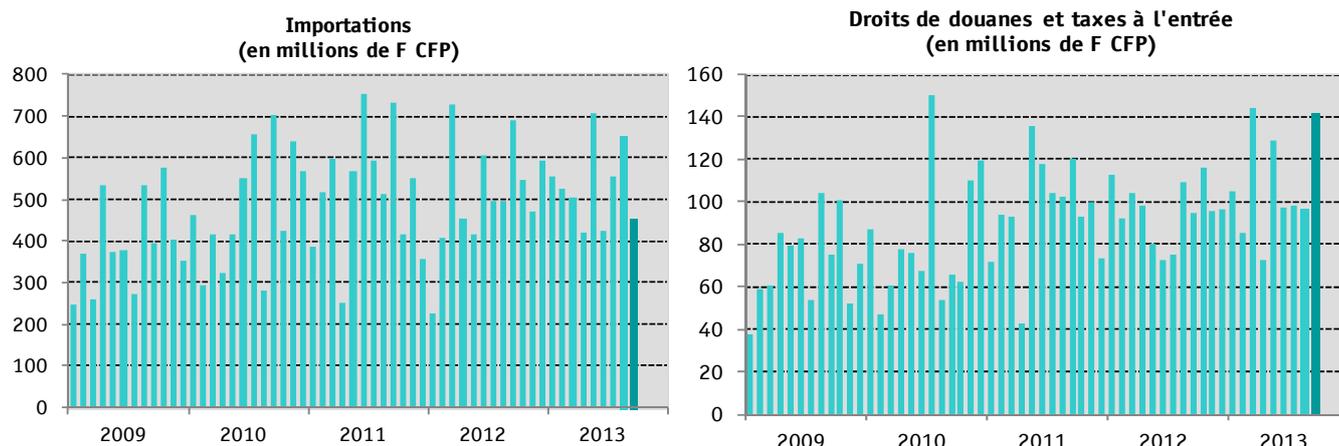
http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne107_eclairage_le_poids_du_secteur_du_batiment_et_des_travaux_publics_dans_l_economie_de_w-f.pdf

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		3T 13	115,05	-	0,6%
SMIG mensuel en XPF		oct-13	89 149	-	3,5%
Nombre d'emplois salariés		mars-13	2 094	-	4,1%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	sept-13	456	-30,3%	-34,1%
	cumulées	sept-13	4 802	-	6,3%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	sept-13	142	47,3%	49,5%
	cumulés	sept-13	970	-	15,6%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	sept-13	327	-	-1,3%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	sept-13	1 642	7,7%	15,2%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	sept-13	587	-18,3%	5,5%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	sept-13	141	-21,4%	2,7%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	sept-13	nc	-	-
	cumulé	sept-13	nc	-	-
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	sept-13	nc	-	-
	cumulé	sept-13	nc	-	-
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	sept-13	2	-71,4%	-50,0%
	cumulées	sept-13	39	-	44,4%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	sept-13	12	-60,0%	-7,7%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEP, Aviation civile
nc : non communiqué



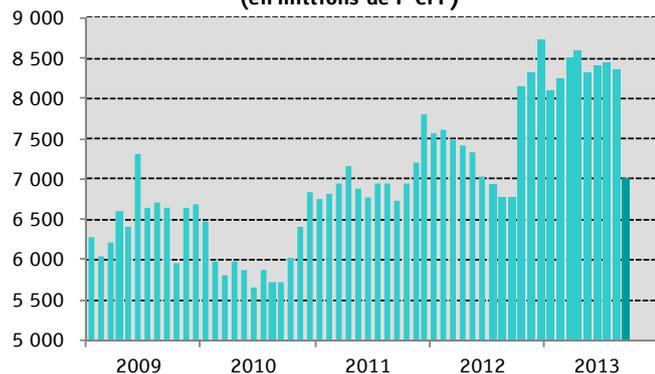
5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

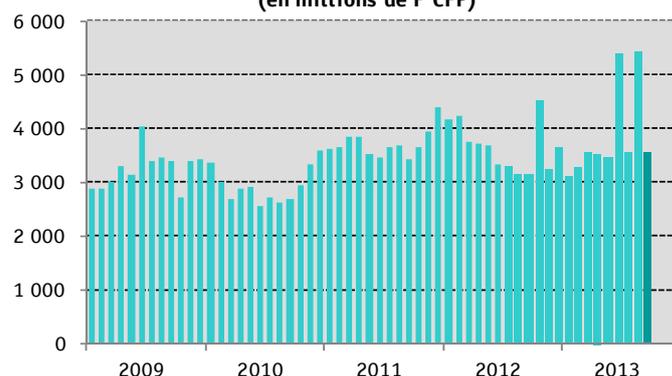
Nette contraction de la masse monétaire et des dépôts à vue en rythme mensuel

en millions de F CFP	sept-12	août-13	sept-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 151	2 136	2 132	-0,2%	-0,9%
Dépôts à vue	3 132	5 446	3 546	-34,9%	13,2%
Total M1	5 284	7 582	5 678	-25,1%	7,5%
M2-M1	499	462	482	4,5%	-3,3%
Total M3	6 767	8 355	7 002	-16,2%	3,5%

Masse monétaire
(en millions de F CFP)



Dépôts à vue
(en millions de F CFP)

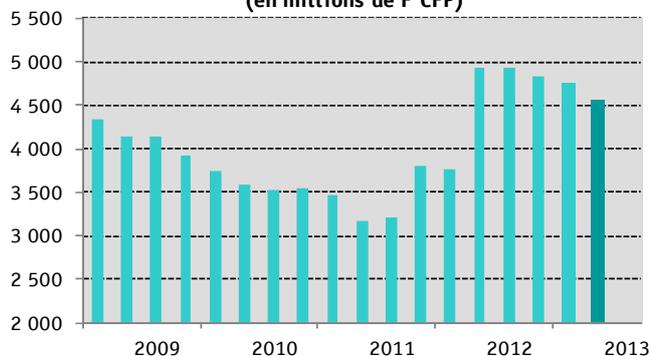


Concours de caractère bancaire

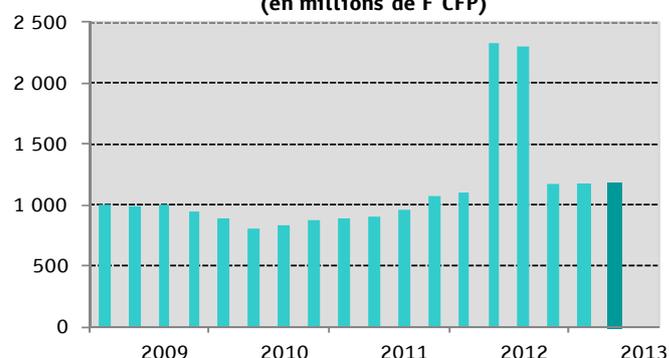
Recul de l'encours des crédits sur l'année

en millions de F CFP	juin-11	juin-12	juin-13	▲/an
Crédits de trésorerie	896	2 324	1 188	-48,9%
Crédits à l'équipement	1 136	1 429	2 168	51,7%
Crédits à l'habitat	353	401	447	11,5%
Autres crédits	207	263	283	7,7%
Total encours sain	2 592	4 418	4 086	-7,5%
Créances douteuses brutes	586	508	473	-7,0%
Total encours brut	3 178	4 926	4 559	-7,4%

Encours de crédits bruts
(en millions de F CFP)



Encours de crédits de trésorerie
(en millions de F CFP)

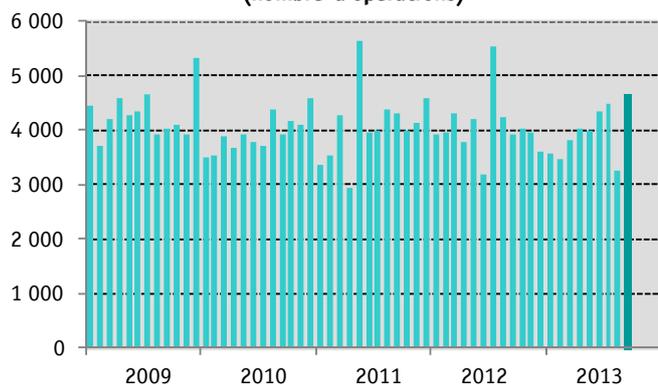


Compensation

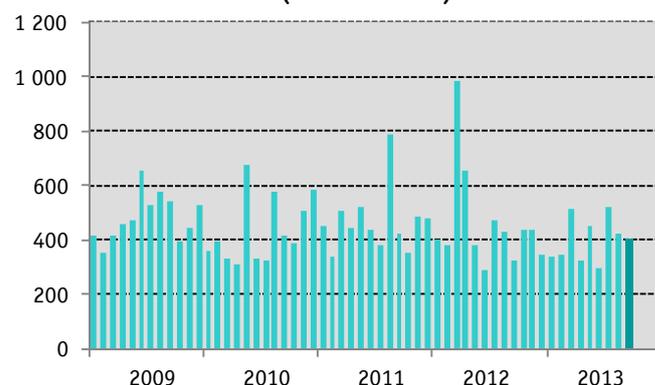
Contraction des opérations de compensation en valeur

	sept-12	août-13	sept-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 918	3 234	4 648	35 546	43,7%	18,6%
Compensation (en millions de CFP)	326	425	405	3 632	-4,8%	24,4%

En volume
(nombre d'opérations)



En valeur
(millions de XPF)



Incidents bancaires

Hausse des incidents de paiement sur chèque

en nombre	sept-12	août-13	sept-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	47	99	127	679	28,3%	170,2%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	16	-	-

Interdits bancaires

Augmentation du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	sept-12	août-13	sept-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	417	360	374	3,9%	-10,3%
- dont personnes physiques	406	347	358	3,2%	-11,8%
- dont personnes morales	11	13	16	23,1%	45,5%

Cotation

Réduction du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM

en nombre	sept-12	août-13	sept-13	▲/mois	▲/an
Cotes valides	37	42	41	-2,4%	10,8%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	10	19	17	-10,5%	70,0%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	▲/an
Indicateurs économiques				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3T	114,40	115,05	0,6%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	septembre	11	16	45,5%
importations de biens d'équipement (M XPF)	septembre	518	681	31,4%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	septembre	20	80	295,4%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	septembre	9	3	-66,7%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	2 012	2 094	4,1%
dont secteur privé	mars	788	853	8,2%
dont secteur public	mars	1 224	1 241	1,4%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	septembre	510	528	3,5%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	septembre	406	358	-11,8%
décision retrait cartes bancaires (nb)	septembre	0	0	-
incidents paiements sur chèques (nb)	septembre	47	127	170,2%
importations de produits alimentaires (M XPF)	septembre	1 242	1 328	6,9%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	septembre	672	698	3,9%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	septembre	250	238	-4,9%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	septembre	4	9	125,0%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	septembre	4 518	4 802	6,3%
exportations	septembre	-	-	-
recettes douanières	septembre	1 182	1 307	10,5%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	septembre	839	970	15,6%
dont taxes intérieures de consommation	septembre	332	327	-1,3%
Indicateurs financiers				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	septembre	3 132	3 546	13,2%
M1	septembre	5 284	5 678	7,5%
M2	septembre	5 783	6 161	6,5%
Dépôts à terme	septembre	984	841	-14,5%
M3	septembre	6 767	7 002	3,5%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	juin	1 453	1 537	5,7%
<i>dont crédits à la consommation</i>	juin	1 186	1 212	2,2%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	juin	268	325	21,2%
Entreprises	juin	2 638	2 255	-14,5%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	juin	1 290	17	-98,7%
<i>dont crédits d'investissement</i>	juin	1 156	1 944	68,2%
Collectivités locales	juin	274	224	-18,1%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	52	70	34,5%
créances douteuses brutes	juin	508	473	-7,0%
taux de créances douteuses	juin	10,3%	10,4%	0,1 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	juin	3 071	3 066	-0,1%
<i>dont assurances-vie</i>	juin	976	964	-1,2%
Sociétés	juin	1 665	1 535	-7,8%
Autres agents	juin	3 719	3 837	3,2%

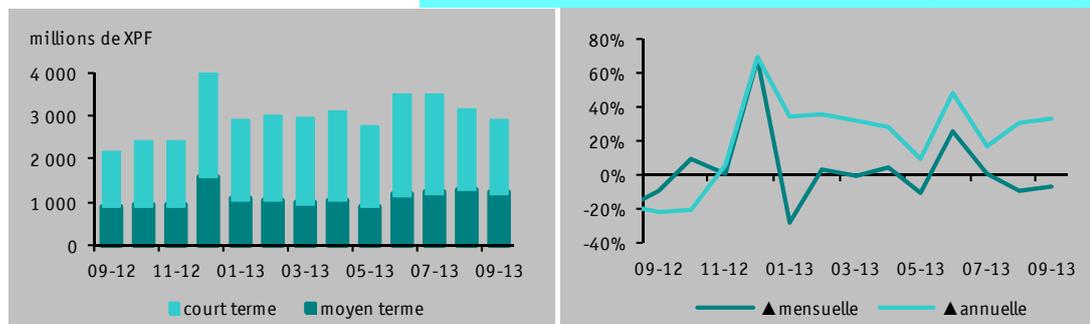
Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, Contributions diverses

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Hausse du refinancement sur l'année

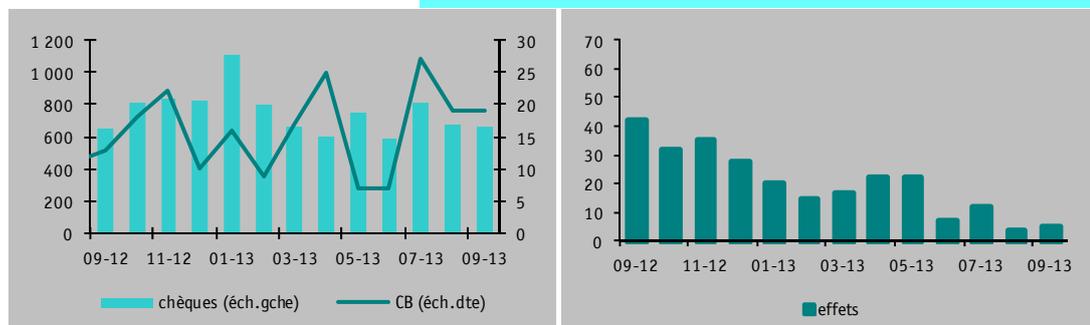
en millions de F CFP	sept-12	août-13	sept-13	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 297	1 869	1 704	-8,8%	31,4%
Utilisations à moyen terme	888	1 263	1 195	-5,4%	34,6%
Refinancement total	2 185	3 132	2 899	-7,5%	32,7%



Incidents de paiement

Repli des incidents de paiement sur le mois

en nombre	sept-12	août-13	sept-13	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement :	985	696	683	-1,9%	-30,7%
- sur chèques	945	673	659	-2,1%	-30,3%
- sur effets	29	4	5	25,0%	-82,8%
- retraits de cartes bancaires	11	19	19	0,0%	72,7%



Interdits bancaires

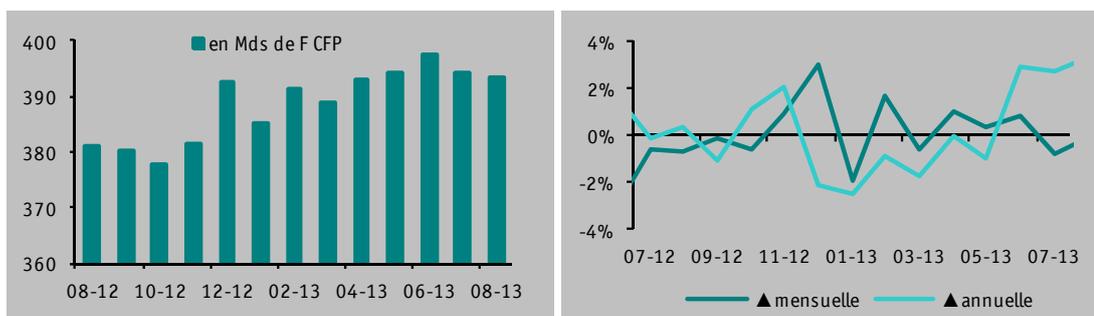
Interdictions bancaires en retrait

en nombre	sept-12	août-13	sept-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 547	3 346	3 304	-1,3%	-6,9%
- dont personnes physiques	3 075	2 878	2 838	-1,4%	-7,7%
- dont personnes morales	472	468	466	-0,4%	-1,3%

Masse monétaire

Stabilisation de M3 sur le mois

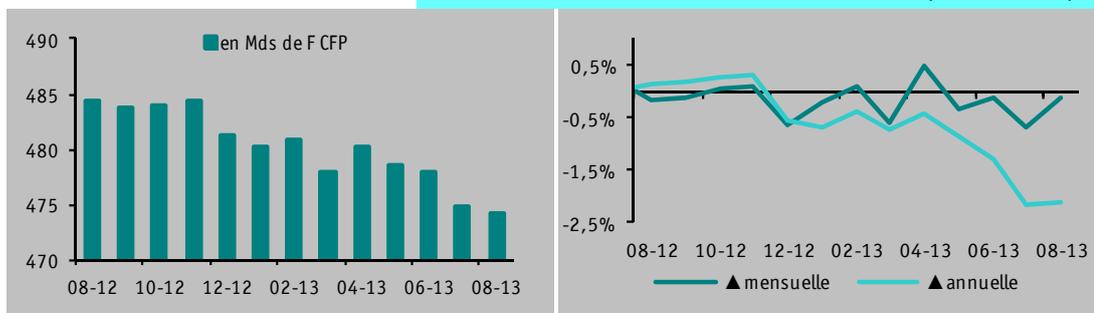
en millions de F CFP	août-12	juil-13	août-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	15 225	14 811	15 012	1,4%	-1,4%
Dépôts à vue	139 548	154 521	153 610	-0,6%	10,1%
Comptes sur livrets	100 596	98 830	98 427	-0,4%	-2,2%
Comptes d'épargne logement	348	428	426	-0,5%	22,3%
Dépôts à terme	123 155	123 824	124 265	0,4%	0,9%
Autres	2 083	1 893	1 866	-1,5%	-10,4%
Total M3	380 955	394 308	393 606	-0,2%	3,3%



Concours des banques locales à l'économie

Stagnation de l'encours global en août

en millions de F CFP	août-12	juil-13	août-13	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	128 047	122 696	122 468	-0,2%	-4,4%
Crédits d'équipement	67 073	64 758	65 121	0,6%	-2,9%
Crédits à l'habitat	162 786	163 830	164 341	0,3%	1,0%
Autres crédits	66 821	62 047	61 505	-0,9%	-8,0%
Créances dout. brutes	59 685	61 375	60 737	-1,0%	1,8%
Total CCB	484 411	474 705	474 173	-0,1%	-2,1%



3 – Brèves économiques locales

Finances publiques

Prévision de renforcement du 3^e instrument financier en 2014

Le budget du ministère des outre-mer du projet de loi de finances 2014 apparaît en hausse de 1 % par rapport à l'exercice précédent. La Polynésie française devrait ainsi bénéficier d'une revalorisation du 3^e instrument financier qui passerait de 6 à 7,2 milliards de F CFP.

Le projet de loi de finances précise aussi que le soutien de l'outre-mer sera également maintenu à travers les prêts de l'AFD et le service militaire adapté.

Énergie

Baisse temporaire des tarifs de l'électricité

Le 1^{er} octobre, EDT (Electricité de Tahiti) et le gouvernement ont signé leur 17^e avenant à la concession de distribution d'électricité qui les lie. Entre autres choses, il modifie à la baisse la formule de calcul du tarif portant sur les coefficients de consommation d'hydrocarbures, et diminue temporairement de 1 % les tarifs de l'électricité (pour une durée de huit mois).

Entreprises

Hausse des créations d'entreprises en 2012

Selon l'étude publiée par l'ISPF en septembre 2013, le nombre d'entreprises créées progresse de 6,5 % en 2012 (2 342 contre 2 200 en 2011), après trois années consécutives de baisse. Le secteur le plus dynamique est le tertiaire qui totalise 82 % des créations de l'année, notamment les services où le nombre de nouvelles entreprises progresse de 12 %. Ce dernier augmente également dans le BTP (+12 %), alors qu'il se stabilise dans l'industrie.

Les entreprises créées demeurent majoritairement des entreprises individuelles (88 % du total en 2012 et 86 % en 2011).

L'étude sur les créations d'entreprises en 2012 est disponible sur [le site de l'ISPF](#).

Transport maritime

Remplacement d'un navire sur la ligne Tahiti-Moorea

L'Aremiti ferry 2, attendu pour novembre prochain, doit remplacer l'Aremiti ferry actuellement en service sur la desserte de Moorea.

Le nouveau navire, en construction aux Philippines, entamera ses rotations en décembre 2013. Par rapport à son prédécesseur, il gagne en confort, grâce à des stabilisateurs anti-gîte, et en vitesse. D'une capacité de 960 passagers et 150 véhicules, il bouclera la traversée en 40 minutes.

4 – Brèves économiques régionales

Nouvelle-Zélande : croissance économique

PIB en hausse de 0,2 % au deuxième trimestre 2013

Après +0,4 % au premier trimestre 2013, le PIB ne progresse que de 0,2 % au deuxième, soutenu par le dynamisme dans les services (+1,1 %). La sécheresse qui a sévi en Nouvelle-Zélande en début d'année pèse sur les performances de l'agriculture (-4,8 %) et de l'industrie (-0,1 %).

En glissement annuel, la croissance du PIB est de 2,5 %, tirée par les services (+2,6 %), notamment le commerce de détail (+4,6 %) et la construction (+15,4 %).

Australie : marché de l'emploi

Hausse du chômage en août 2013

En août 2013, le taux de chômage atteint 5,8 % de la population active australienne (5,7 % en juillet 2013 et 5,1 % en août 2012), niveau le plus élevé depuis juin 2009.

En données cvs, 10 800 emplois ont été perdus sur le mois, l'emploi à temps partiel étant particulièrement touché (-8 200).

Longtemps soutenue par le secteur minier, l'économie australienne souffre du ralentissement de la demande des pays émergents.

Asie de l'Est / Pacifique : croissance

Rapport de la Banque Mondiale

Dans son dernier rapport sur la zone Asie de l'Est / Pacifique, diffusé en octobre, la Banque Mondiale relève un ralentissement de la croissance dans les pays en voie de développement de l'Asie de l'Est et la transformation du modèle économique chinois, moins dépendant des exportations et plus fondé sur la demande interne. Elle revoit donc légèrement à la baisse ses prévisions de croissance pour la région, à +7,1 % pour 2013 et +7,2 % pour 2014 (respectivement +5,2 % et +5,3 % hors Chine). Elle observe également que la croissance des petites économies insulaires (Kiribati, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) demeure volatile, car elles sont vulnérables aux aléas des marchés émetteurs de tourisme et de l'aide internationale, ainsi qu'aux catastrophes naturelles.

Aux îles Kiribati, la croissance a été de 2,8 % en 2012 et devrait atteindre 3 % en 2013, soutenue par l'aide financière internationale à des projets d'infrastructure. Les Samoa, pour leur part, ont été éprouvés par une décennie de cataclysmes, dont le cyclone Evans en décembre 2012, qui a fortement endommagé sa capacité de production. Pour Tuvalu, la croissance en 2012 a été estimée à 1,2 % et devrait s'accroître en 2013, grâce à des financements extérieurs pour des chantiers de modernisation de la zone aéroportuaire et des routes.

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	août-13	106,6	108,8	107,6	-1,1%	1,0%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	juin-13	115,7	114,1	114,1	0,0%	-1,4%	
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	août-13	1 560	1 030	1 105	7,3%	-29,2%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	août-13	16 358	15 297	11 867	-22,4%	-27,5%
<i>(source : ISPF)</i>							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	août-13	3 465	2 027	1 901	-6,2%	-45,1%	
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	août-13	84	69	60	-12,3%	-28,2%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin-13	101	91	92	1,1%	-8,9%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	sept-13	472	468	466	-0,4%	-1,3%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	août-13	2 103	2 339	1 765	-24,5%	-16,1%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	août-13	3 646	3 810	2 550	-33,1%	-30,0%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	août-13	233	244	191	-21,7%	-18,0%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	sept-13	3 075	2 878	2 838	-1,4%	-7,7%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	août-13	1 091	632	805	27,5%	-26,1%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	août-13	200	103	107	3,8%	-46,6%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	août-13	137	82	77	-5,9%	-43,8%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	août-13	141	88	186	112,5%	31,9%	
Industrie							
Exportations de monoïen vrac et conditionné (en M F CFP)	août-13	21	24	2	ns	-89,5%	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	août-13	44	28	20	-29,0%	-55,0%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	août-13	14	30	12	-60,7%	-14,2%	
Tourisme							
Nombre de touristes	juil-13	16 979	15 120	17 289	14,3%	1,8%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	sept-13	71,1%	72,8%	73,4%	0,6 pt	2,2 pt	
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>							
Indicateurs financiers (Encours banques locales en M FCFP)							
Dépôts							
Ménages	<i>Dépôts à vue</i>	août-13	56 238	57 595	57 655	0,1%	2,5%
	<i>Comptes sur livret</i>	août-13	94 477	92 925	92 582	-0,4%	-2,0%
	<i>Dépôts à terme</i>	août-13	62 550	69 290	69 005	-0,4%	10,3%
Entreprises	<i>Dépôts à vue</i>	août-13	68 890	81 518	79 383	-2,6%	15,2%
	<i>Dépôts à terme</i>	août-13	45 552	44 928	45 518	1,3%	-0,1%
Encours bancaires							
Ménages	<i>Crédits de trésorerie</i>	août-13	77 457	76 813	76 526	-0,4%	-1,2%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	août-13	141 847	144 062	144 606	0,4%	1,9%
Entreprises	<i>Crédits de trésorerie</i>	août-13	48 841	40 015	39 885	-0,3%	-18,3%
	<i>Crédits d'équipement</i>	août-13	57 950	55 742	56 126	0,7%	-3,1%
<i>(source : IEOM)</i>							

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,50%	08/05/2013
taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	02/08/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	08/07/2013	0,15%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	28/05/2013	0,50%	3,25%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	28/05/2013	1,00%	
taux de l'escompte de chèques	28/05/2013	1,00%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/09/2013	30/08/2013	Var. M-1
EONIA	0,1790%	0,1070%	+ 0,072 pt
EURIBOR 1 mois	0,1280%	0,1290%	- 0,001 pt
EURIBOR 3 mois	0,2250%	0,2240%	+ 0,001 pt
EURIBOR 6 mois	0,3400%	0,3430%	- 0,003 pt
EURIBOR 12 mois	0,5390%	0,5450%	- 0,006 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/09/2013	30/08/2013	Var. M-1
TEMPE	0,0805%	0,0832%	- 0,003 pt
EURIBOR 1 mois	0,1280%	0,1280%	+ 0,000 pt
EURIBOR 3 mois	0,2230%	0,2260%	- 0,003 pt
EURIBOR 6 mois	0,3400%	0,3420%	- 0,002 pt
EURIBOR 12 mois	0,5430%	0,5430%	+ 0,000 pt
TMO	2,7800%	2,6300%	+ 0,150 pt
TME	2,5800%	2,4300%	+ 0,150 pt
TRBOSP	2,6700%	2,7500%	- 0,080 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		

taux d'intérêt légal

	taux	JORF
année 2013	0,04%	01/03/2013
année 2012	0,71%	08/02/2012

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/09/2013	30/08/2013	31/07/2013	30/09/2013	30/08/2013	31/07/2013	30/09/2013	30/08/2013	31/07/2013
taux JJ	0,100%	0,150%	0,180%	0,076%	0,081%	0,081%	0,440%	0,460%	0,505%
3 mois	0,290%	0,300%	0,310%	0,153%	0,154%	0,157%	0,540%	0,530%	0,550%
10 ans emprunts phares	2,660%	2,780%	2,690%	0,690%	0,730%	0,800%	2,740%	2,780%	2,380%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er octobre 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,96%
Prêts à taux fixe	5,03%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,75%
Prêts à taux variable	4,45%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,77%
Prêts-relais	5,29%	Découverts en compte (1)	13,28%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,41%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,23%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	15,17%	Découverts en compte (1)	13,28%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,52%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF / EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	88,3612	1 NZD/XPF	73,2276	1 HKD/XPF	11,3951	1 GBP/XPF	142,7413	
100 JPY/XPF	90,5538	1 AUD/XPF	82,3773	1 SGD/XPF	70,3565	100 VUV/XPF	91,1765	1 FJD/XPF	47,4669